
EXTRAIT du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif de la
Communauté métropolitaine de Montréal tenue le 16 mai 2019 à 9 h 00

SONT PRÉSENTS

Mme Sylvie Parent, vice-présidente, mairesse de la Ville de
Longueuil ;
M. Martin Damphousse, maire de la Ville de Varennes ;
M. Marc Demers, maire de la Ville de Laval ;
Mme Chantal Deschamps, mairesse de la Ville de Repentigny ;
M. Sylvain Ouellet, membre du comité exécutif de la Ville de
Montréal ;
Mme Maja Vodanovic, membre du conseil de la Ville de Montréal.

CE19-107

PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN MATIÈRE
CONTRACTUELLE

ATTENDU QUE le projet de loi numéro 108, Loi favorisant la surveillance
des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés
publics (L.Q. 2017, c.27), a été sanctionné le 1er décembre 2017 ;

ATTENDU QU'à la suite de cette sanction et conformément à l'article
113.3 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal, la
Communauté doit se doter d'une procédure portant sur la réception et
l'examen des plaintes formulées dans le cadre de l'adjudication d'un
contrat à la suite d'une demande de soumissions publique ou de
l'attribution d'un contrat de gré à gré avec un fournisseur unique
comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de
demande de soumissions publique ;

ATTENDU QUE la Communauté souhaite adopter une procédure portant
sur la réception et l'examen des plaintes formulées dans le cadre de
l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat ;

Il est résolu

D'adopter la Procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes
formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat
de la Communauté métropolitaine de Montréal dont copie est jointe à la
présente résolution pour en faire partie intégrante.

De publier cette procédure sur le site Internet de la Communauté.

Certifié conforme

Secrétaire



PROCÉDURE D'EXAMEN DES PLAINTES DANS LE CADRE DE L'ADJUDICATION OU DE L'ATTRIBUTION D'UN CONTRAT PAR LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

Article 1 – Objectif de la procédure

La présente procédure vise à assurer un traitement équitable des plaintes formulées auprès de la Communauté dans le cadre d'un processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat visé.

Article 2- Interprétation

À moins de déclaration expresse à l'effet contraire ou résultant du contexte ou de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans la présente procédure, le sens et l'application que lui attribue le présent article :

Contrat visé:	Contrat pour l'exécution de travaux ou pour la fourniture d'assurance, de matériel, de matériaux ou de services, incluant les services professionnels, que la Communauté peut conclure comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande de soumissions publique applicable.
Processus d'adjudication :	Tout processus de demande de soumissions publique en cours devant mener à l'adjudication d'un contrat visé.
Processus d'attribution :	Tout processus visant à attribuer de gré à gré un contrat visé avec un fournisseur qui est le seul en mesure de fournir les matériaux, le matériel ou les services demandés, conformément à l'article 112.5 de la <i>Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal</i> .
Responsable désigné :	Personne chargée de l'application de la présente procédure.
SEAO :	Système électronique d'appel d'offres visé à l'article 11 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> .

Article 3- Application

L'application de la présente procédure est confiée au Secrétaire de la Communauté.

Cette personne est responsable de recevoir les plaintes de même que les manifestations d'intérêt, de faire les vérifications et analyses qui s'imposent et d'y répondre dans les délais requis par la Loi.



Article 4- Plaintes formulées à l'égard d'un processus d'adjudication

4.1. Intérêt requis pour déposer une plainte

Seule une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer à un processus d'adjudication en cours ou son représentant peut porter plainte relativement à ce processus.

4.2. Motifs au soutien d'une plainte

Une personne intéressée ou un groupe de personnes intéressées à participer au processus d'adjudication ou son représentant peut porter plainte relativement à ce processus lorsqu'elle considère que les documents de demande de soumissions publique :

- prévoient des conditions qui n'assurent pas un traitement intègre ou équitable des concurrents; ou
- prévoient des conditions qui ne permettent pas à des concurrents d'y participer bien qu'ils soient qualifiés pour répondre aux besoins exprimés; ou
- prévoient des conditions qui ne sont pas conformes au cadre normatif de la Communauté.

4.3. Modalités et délai de transmission d'une plainte

Toute plainte doit être transmise par voie électronique au responsable désigné à l'adresse courriel suivante : secretariat@cmm.qc.ca

Elle doit être présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics disponible sur son site Internet. Elle doit être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO.

4.4. Contenu d'une plainte

Une plainte doit contenir les informations suivantes :

La date ;

Identification et coordonnées du plaignant :

nom
adresse
numéro de téléphone
adresse courriel

Identification de la demande de soumissions visée par la plainte :

numéro de la demande de soumissions
numéro de référence SEAO
titre



Exposé détaillé des motifs au soutien de la plainte ;
Le cas échéant, tout document pertinent au soutien des motifs de la plainte ;
Toute autre information requise dans le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics.

4.5. Critères de recevabilité d'une plainte

Pour qu'une plainte puisse faire l'objet d'un examen par le responsable désigné, elle doit remplir les conditions suivantes :

- a) Être transmise par une personne intéressée au sens de l'article 4.1 ;
- b) Être transmise par voie électronique au responsable désigné ;
- c) Être présentée sur le formulaire déterminé par l'Autorité des marchés publics en vertu de l'article 45 de la *Loi sur l'Autorité des marchés publics* ;
- d) Être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO ;
- e) Porter sur un contrat visé ;
- f) Porter sur le contenu des documents de demande de soumissions disponibles dans le SEAO au plus tard deux (2) jours avant la date limite de réception des plaintes ;
- g) Être fondée sur l'un des motifs énumérés à l'article 4.2 de la présente procédure, tout autre motif n'étant pas considéré dans le cadre de l'analyse.

4.6. Réception et traitement d'une plainte

Sur réception d'une plainte, le responsable désigné procède à l'examen de celle-ci conformément à la présente disposition.

Il s'assure de l'intérêt du plaignant au sens de l'article 4.1.

S'il juge que le plaignant n'a pas l'intérêt requis, il l'avise sans délai en lui transmettant un avis à cet effet.

Après s'être assuré de l'intérêt du plaignant, il fait mention sans délai dans le SEAO de la réception d'une première plainte. Il s'assure que les autres critères de recevabilité prévus à l'article 4.5 sont rencontrés.

S'il juge que la plainte est non-recevable en vertu de l'article 4.5. c) de la présente procédure, il avise sans délai le plaignant en lui transmettant un avis à cet effet.

Il convient, avec le responsable de l'appel d'offres ou avec le service requérant, des vérifications qui doivent être effectuées afin d'analyser le bien-fondé des motifs allégués dans la plainte.

Dans le cadre du traitement de la plainte, le responsable désigné peut s'adjoindre les services de ressources externes.



Il doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la plainte est fondée, accepter la plainte et prendre les mesures appropriées pour y donner suite. Dans le cas contraire, il doit rejeter la plainte.

4.7. Décision

Le responsable désigné doit transmettre la décision au plaignant par voie électronique après la date limite de réception des plaintes indiquée dans le SEAO, mais au plus tard trois jours avant la date limite de réception des soumissions prévue. Au besoin, la date limite de réception des soumissions est repoussée. Ce nouveau délai est publié dans le SEAO.

Dans les cas où plus d'une plainte pour une même demande de soumissions sont reçues, le responsable transmet les décisions au même moment.

Au besoin, le responsable désigné reporte la date limite de réception des soumissions pour qu'un délai minimal de sept jours reste à courir à compter de la date de transmission de la décision. Ce nouveau délai est publié dans le SEAO.

La décision doit indiquer au plaignant qu'il dispose d'un délai de trois jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 37 de la *Loi sur l'Autorité des marchés publics*, une plainte auprès du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal.

Le responsable désigné fait mention sans délai de la transmission de la décision dans le SEAO.

Article 5- Manifestations d'intérêt et plaintes formulées à l'égard d'un processus d'attribution

5.1. Motif au soutien d'une manifestation d'intérêt

Une personne peut manifester son intérêt à l'égard d'un contrat faisant l'objet d'un avis d'intention lorsqu'elle considère être en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis publié dans le SEAO.

5.2. Modalité et délai de transmission d'une manifestation d'intérêt

Toute manifestation d'intérêt doit être transmise par voie électronique au responsable désigné à l'adresse courriel suivante : secretariat@cmm.qc.ca

5.3. Contenu d'une manifestation d'intérêt

Une manifestation d'intérêt doit contenir les informations suivantes :
La date ;



Identification et coordonnées du plaignant :

nom
adresse
numéro de téléphone
adresse courriel

Identification de la demande de soumissions visée par la plainte :

numéro de la demande de soumissions
numéro de référence SEAO
titre

Exposé détaillé et documentation démontrant que la personne est en mesure de réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans l'avis d'intention.

5.4. Critères d'admissibilité d'une manifestation d'intérêt

Pour qu'une manifestation d'intérêt puisse faire l'objet d'un examen par le responsable désigné, elle doit remplir les conditions suivantes :

- a) Être transmise par voie électronique au responsable désigné ;
- b) Être reçue par le responsable désigné au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'intention publié dans le SEAO ;
- c) Porter sur un contrat visé ;
- d) Être fondée sur le seul motif énuméré à l'article 5.1 de la présente procédure.

5.5. Réception et traitement d'une manifestation d'intérêt

Sur réception d'une manifestation d'intérêt, le responsable désigné procède à l'examen et à l'analyse de celle-ci conformément à la présente disposition.

Il s'assure que les critères d'admissibilité prévus à l'article 5.4 sont rencontrés.

Il convient, avec le responsable du contrat ou le service requérant concerné par l'avis d'intention, des vérifications qui doivent être effectuées afin de s'assurer de la capacité de la personne à réaliser le contrat en fonction des besoins et des obligations énoncés dans cet avis.

Dans le cadre du traitement de la manifestation d'intérêt, le responsable désigné peut s'adjoindre les services de ressources externes.

Le responsable désigné doit, lorsque les vérifications et analyses effectuées démontrent que la personne est en mesure de réaliser le contrat, accepter la manifestation d'intérêt et recommander de ne pas conclure le contrat de gré à gré. Dans le cas contraire, le responsable désigné recommande de poursuivre le processus d'attribution avec le fournisseur unique.



5.6. Décision

Le responsable désigné doit transmettre la décision à la personne qui a manifesté son intérêt par voie électronique au moins sept jours avant la date prévue dans l'avis d'intention pour la conclusion du contrat.

Si ce délai ne peut être respecté, la date de conclusion du contrat doit être reportée d'autant de jours qu'il en faut pour le respecter.

La décision doit indiquer à la personne qui a manifesté son intérêt qu'il dispose d'un délai de trois jours suivant la réception de la décision pour formuler, conformément à l'article 38 de la *Loi sur l'Autorité des marchés publics*, une plainte auprès du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal.

Article 6- Entrée en vigueur et accessibilité

La présente procédure entre en vigueur le 25 mai 2019.

Dès son entrée en vigueur, conformément à l'article 113.3 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*, la Communauté la rend accessible en tout temps en la publiant sur son site Internet.